

Mardi (après-midi) 9 juin 2015

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

61 2014.RRGR.1172 Motion 250-2014 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) Campagne de prévention contre la consommation de cannabis: un bon moyen de promotion de la santé Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention: 250-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 20.11.2014
Déposée par: Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) (porte-parole)
Müller (Orvin, UDC)
Fuchs (Berne, UDC)
Cosignataires: 13
N° d'ACE: 458/2015 du 22 avril 2015
Direction: SAP

Campagne de prévention contre la consommation de cannabis: un bon moyen de promotion de la santé

Le Conseil-exécutif est chargé de lancer une campagne de prévention contre la consommation du cannabis, qui sera réalisée à un coût avantageux, dans le cadre du budget ordinaire.

Développement :

Pour être véritablement efficace, la prévention doit contribuer à faire baisser la demande en augmentant la force de résistance des jeunes. Il faut encourager l'adoption d'un style de vie sain en famille, à l'école et dans les loisirs. Cela signifie que dès leur plus jeune âge, les enfants doivent parvenir à un bien-être physique, psychique et social. L'enfant et l'adolescent doivent apprendre à résoudre les problèmes et les conflits, les adultes doivent leur servir de modèles et d'interlocuteurs. Par ailleurs, les acteurs politiques doivent veiller à ce que les jeunes soient rendus attentifs aux dangers de la consommation de cannabis par une information objective. Il faut faire en sorte que l'offre soit la plus limitée possible et que l'accès aux drogues soit rendu beaucoup plus difficile. Il est prouvé que la consommation de cannabis est dommageable pour la santé et qu'elle engendre la dépendance. La plupart des citoyens et citoyennes suisses ont pu observer eux-mêmes les effets néfastes de cette dépendance, l'initiative Droleg et l'initiative sur la légalisation du cannabis ont toutes deux été rejetées, la première à 74 pour cent, la seconde à 63,3 pour cent. Les politiques ont par conséquent le devoir de prendre ces signes au sérieux et de passer à l'action en chargeant les services compétents de lancer des programmes de prévention. Un grand nombre d'études montrent clairement les effets néfastes de la consommation de cannabis et il faut cesser de banaliser cette drogue. Il y va de l'avenir de nos enfants et des coûts pour la population.

L'étude du Swiss Early Psychosis Project (SWEPP) et le rapport ESPAD d'Addiction Suisse présentent les faits suivants, cause de souffrance des familles et gouffre dans lequel disparaissent des millions de francs :

- Les conséquences de la consommation de cannabis à un jeune âge : troubles cognitifs, échec scolaire et surtout difficultés d'adaptation psychosociale.
- A quelques rares exceptions près, la gravité des problèmes augmente en parallèle avec la consommation.
- Dans l'enquête, les jeunes interrogés répondent qu'il est très facile de se procurer du cannabis en Suisse.
- Dans le canton de Zurich, un apprenti sur trois perd sa place d'apprentissage, et le chômage a augmenté ces dernières années en raison de la consommation de cannabis.

- Les actes de violence sous l'influence de la drogue sont en augmentation (étude du prof. M. Killias).
- Le taux de suicide des jeunes prend des proportions alarmantes en Suisse, car la consommation de cannabis entraîne souvent dépression, hallucinations, psychoses et schizophrénie.
- Les accidents de la route et du travail sous l'effet du cannabis sont en augmentation.

Il est mentionné également dans l'étude que les mesures prises par les pouvoirs publics et le contrôle des parents sont étroitement liés. Les autorités ont les moyens d'influencer les principes éducatifs qui guident les parents. Il faut contenir les coûts élevés causés par les effets néfastes de la consommation du cannabis.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Selon le principe qu'il vaut mieux prévenir que guérir, notamment dans le domaine des dépendances, le gouvernement affecte les moyens dévolus à la prévention et à la promotion de la santé en priorité au groupe cible des enfants et des adolescents.

La prévention de la consommation de cannabis comprend une large palette de prestations axée sur les besoins et sur les résultats. L'approche globale destinée à mobiliser les ressources et les compétences est complétée par des mesures spécifiques favorisant un comportement responsable. La détection précoce permet d'intervenir dès l'apparition des problèmes, voire en amont. Une information objective en fonction des besoins – sur l'illégalité et sur les dangers, notamment – fait partie du dispositif.

La grande majorité des jeunes n'ont encore jamais goûté au cannabis : d'après les résultats de la dernière étude HBSC¹, seuls 5,2 pour cent des garçons et 3,2 pour cent des filles de 15 ans indiquent en consommer souvent. On constate par ailleurs un nouveau recul de la prévalence à vie² entre 2010 et 2014, tant chez les premiers (de 35,7% à 30%) que chez les secondes (de 24,8% à 19,2%) ; à titre de comparaison, la proportion est de 70 pour cent en ce qui concerne l'alcool. Les mesures de prévention du canton de Berne axées sur la substance visent les jeunes à risque, c'est-à-dire ceux qui connaissent des difficultés dans leur vie ou qui présentent des troubles du comportement, ainsi que les consommatrices et consommateurs avérés.

D'après les spécialistes, la consommation de cannabis pose nettement moins de problèmes que celle d'alcool et de tabac, tous risques confondus. C'est pourquoi sa prévention ne constitue pas un axe spécifique de la stratégie cantonale d'aide aux personnes dépendantes. Le Grand Conseil a approuvé cette approche à une large majorité lorsqu'il a pris connaissance du rapport complémentaire en novembre 2014.

Les motionnaires souhaitent notamment prévenir la consommation de cannabis par une information objective à large échelle. D'après les partenaires de la SAP travaillant dans l'aide aux personnes dépendantes, la demande de supports de prévention portant sur le cannabis de la part des multiplicateurs (personnel enseignant, service social en milieu scolaire, animatrices et animateurs de jeunesse, etc.) existe, mais elle reste modeste. Informer l'ensemble des enfants et des adolescents sur cette substance peut être contreproductif. Cela risque notamment de donner à croire que sa consommation est courante, ce qui pourrait les inciter à passer à l'acte (attrait de l'interdit)³. Une telle campagne d'information ne serait ni conforme aux besoins ni utile ; elle ne suffirait pas à dissuader ou à induire un changement de comportement. Le dispositif mis en place par le canton pour prévenir les dépendances et notamment la consommation de cannabis – dans le cadre du budget ordinaire – est mieux ciblé et répond davantage aux besoins.

Les mesures lancées par les services avec lesquels la SAP a conclu des contrats de prestations sont complétées par les activités de prévention de la Police cantonale. Quant à l'exigence des motionnaires de limiter l'offre et de rendre l'accès aux drogues beaucoup plus difficile, elle est remplie par la Direction de la police et des affaires militaires, en charge de la répression. Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion.

¹ Cf. S. Marmet et al. (2015). Substanzkonsum bei Schülerinnen und Schülern in der Schweiz im Jahr 2014 und Trend seit 1986. Resultate der Studie "Health Behaviour in School-aged Children" (HBSC). Lausanne : Addiction Suisse

² Consommation de la substance en question au moins une fois par le passé

³ Cf. par ex. Hurrelmann et al. (éd.), 2014: Lehrbuch Prävention und Gesundheitsförderung
CONVERT_f78a8f1703ff4f5f9bcc3db30b684fa9 22.06.2015

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Le président. Wir haben uns bei diesem Geschäft für eine reduzierte Debatte entschieden. Ich bitte die Rednerinnen und Redner, bereits vor dem Beginn ihres Votums nach vorne zu treten, damit sie die gesamte Redezeit von zwei Minuten ausnützen können.

Sabina Geissbühler-Struppler, Herrenschwanden (UDC). Die Motion verlangt eine Verstärkung der Cannabisprävention. Es ist eine Tatsache, dass die Tabak- und Alkoholprävention in den letzten vier Jahren dazu geführt hat, dass die jungen Menschen weniger rauchen und saufen. Deshalb fordern Eltern, Psychiater und Cannabistherapeuten, dass die Cannabisprävention unbedingt verstärkt werden müsse und man das Kiffen nicht verharmlosen dürfe. Die Auswirkungen des Tetrahydrocannabinols auf die Gehirnfunktionen und auf die Psyche sind verheerend. Lehrpersonen und Lehrmeister stellen Leistungsabfälle und Lehrabbrüche fest. Dies führt zu Jugendarbeitslosigkeit. Eltern beklagen Persönlichkeitsveränderungen. Dazu gehören häufig Aggressionen und Gewalt. Die Leiter verschiedener psychiatrischer Unikliniken berichten, dass 70 Prozent der eingewiesenen Psychosepatienten Cannabiskonsumanten seien. Diese hören Stimmen, die ihnen Befehle erteilen, wie es etwa beim Mörder der jungen Lucie der Fall war. Viele leiden unter Verfolgungswahn und werden zu IV-Fällen. Darum fordern Cannabispezialisten: «Es braucht in Zukunft mehr Projekte, die auf die Gefahren des Kiffens aufmerksam machen. Da besonders Jugendliche gefährdet sind, müsste die Aufklärungsarbeit an den Schulen bereits bei den 12-Jährigen einsetzen.» Für die Leiter von Therapiestationen, welche mit Cannabiskonsumanten zu tun haben, aber auch für die Eltern ist deshalb folgende Tatsache unerträglich: «Die Problemlast des Cannabiskonsums wird deutlich geringer eingeschätzt als diejenige von Alkohol und Tabak.» Die Eltern haben keine Lobby. Ich bitte Sie, meiner Motion zuzustimmen.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Das Wichtigste vorweg: Wenn wir verhindern, dass Kinder anfangen, Zigaretten zu rauchen, dann ist der Cannabiskonsum fast kein Thema mehr. Deshalb fordere ich die Motionärin dazu auf, uns zu unterstützen, wenn wir über Tabakprävention sprechen, und mitzuhelfen, wenn wir Kinder vom Zigarettenrauchen abhalten wollen. Die EVP-Fraktion ist gegen diese Motion. Ihre Forderung enthält einen Widerspruch: Eine kostengünstige Kampagne ist nicht möglich. Wenn Sie eine Kampagne durchführen wollen, ist dies mit Kosten verbunden. Im ersten Satz der Begründung steht, man wolle die Nachfrage nach Cannabis reduzieren. Wie ich bereits gesagt habe, erreichen wir eine Reduktion der Nachfrage, wenn niemand mehr raucht. Dann besteht auch keine Nachfrage mehr nach Marihuana oder anderen Cannabis-Produkten. Ein weiterer Punkt betrifft mich persönlich: Es wird unterstellt, dass die Präventionsstellen nichts für die Cannabisprävention tun würden. Dagegen muss ich mich verwahren. Präventionsstellen wie das Blaue Kreuz, welches ich leite, betreiben durchaus Cannabisprävention, wenn Cannabis ein Thema ist. Häufig ist es jedoch in der 7. oder 8. Klasse kein Thema. Bei den 12-Jährigen ist es dies noch viel weniger. Damit komme ich zu meinem letzten Punkt: Eine flächendeckende Kampagne ist kontraproduktiv. Das Kiffen ist nicht bei allen 12-Jährigen, ja nicht einmal bei allen 15-Jährigen ein Thema. Wenn wir nun eine Kampagne organisieren und sagen wollen, Cannabis erzeuge einen Rausch und könne Probleme nach sich ziehen, dann fördern wir bei jenen Jugendlichen, die gerne Risiken eingehen, Grenzen austesten und ab und zu über die Stränge schlagen, den Probierkonsum. Das wäre fatal. Heute beträgt der Bevölkerungsanteil derjenigen, die regelmässig kiffen, drei Prozent. Ich bitte Sie, den Vorstoss abzulehnen. Falls er überwiesen wird, beantrage ich, ihn abzuschreiben.

Reto Müller, Langenthal (PS). Ich wage zu behaupten, dass das Kiffen die Politik hier drin stärker bewegt, als es die heutigen Kinder und Jugendlichen beeinflusst. In den letzten sieben Jahren gab es 42 Vorstösse zu den Stichworten «Cannabis», «Hanf» oder «Kiffen». Was Grossrat Löffel gesagt hat, ist absolut richtig: Sowohl der Alkoholkonsum wie auch das Rauchen, zu dem das Kiffen gehört, haben bei den Kindern und Jugendlichen an Bedeutung verloren. Früher hat man an den Schulen Plakate über die verschiedenen Drogen aufgehängt, um die Kinder zu informieren. Das war jeweils spannend für jene, die sich für solche Sachen interessierten. Die konnten nachschauen, was es noch so alles gibt. Heute arbeitet man in der Prävention so, wie es Grossrat Löffel gesagt hat:

Man informiert dann, wenn Bedarf besteht. Aufgrund der wiederkehrenden, sich ähnelnden Vorstösse in den Parlamenten, die auch oft von denselben Leuten vorgebracht werden, könnte man fast denken, es stimme, dass das Kiffen eine gewisse Bildungsresistenz begünstige. Vielleicht entsteht dieser Effekt bereits, wenn man darüber spricht (*hilarité*). Wir unterstützen deshalb die Haltung des Regierungsrates, der diesen Vorstoss ablehnt. Es gibt zwar eine Minderheit in unserer Fraktion, die der Meinung ist, jegliche Prävention sei besser, als später zur Repression greifen zu müssen. Doch aufgrund der Forderung, dass die Prävention kostengünstig sein muss oder budgetneutral ausgeführt werden soll, lehnt auch dieser Teil unserer Fraktion diese Motion ab. Ich versuche es nun doch noch mit ein wenig Bildung: Wie Sie bereits im Bericht lesen konnten, ist die gefährlichste Droge im Kanton Bern und auf der ganzen Welt der Alkohol. Dies zeigt unter anderem diese Grafik von David Nutt über das Gefahrenpotenzial von Drogen (*Monsieur Müller montre un graphique*). Der Alkohol steht vor dem Heroin, vor Crack, vor Kokain, vor den Methamphetaminen und vor Cannabis. Cannabis ist gleich gefährlich wie GHB, welches auch als «k.o.-Tropfen» bekannt ist. Für Politiker ist GHB wahrscheinlich sogar noch gefährlicher (*hilarité*).

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Ich fasse mich kurz, denn es wurde schon fast alles gesagt. Die Motionärin verlangt eine kostengünstige Präventionskampagne gegen den Cannabis-Konsum. Die BDP schliesst sich der Einschätzung der Regierung an. Die BDP anerkennt die Gefahren dieser Droge. Jeder Abhängige ist einer zu viel. Die BDP will jedoch nicht, dass dieses Thema breitgeschlagen wird. Wir wollen nicht, dass Cannabis noch interessanter wird. Die Neugier soll nicht zu zusätzlichem Konsum verführen. Prävention ist wichtig und richtig, doch sie darf nicht nur auf Cannabis ausgerichtet sein. Alkohol und Tabak sind viel weiter verbreitet. Die BDP will hinschauen, aber nicht überreagieren. Deshalb lehnen wir diese Richtlinienmotion ab.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Die Motionärin fordert eine Cannabispräventionskampagne. Sie geht davon aus, dass Kinder und Jugendliche im Fall von Problemen und Konflikten zu Cannabis greifen. Dies widerspricht der Schülerbefragung, welche im März dieses Jahres durchgeführt wurde. Diese zeigt auf, dass die Mehrheit der Jugendlichen noch nie Cannabis konsumiert hat. Wir befürchten deshalb, dass eine breit angelegte Kampagne kontraproduktiv wäre. Wir Grünen sind der Meinung, dass die bestehenden Angebote namhafter Institutionen im Kanton Bern eine wirksame und bedarfsgerechte Präventionsarbeit leisten. Man kann Eltern, Jugendliche, aber auch Lehrpersonen und Berufsbildner bei vorhandenen Problemen gezielt beraten und unterstützen. Die Motion steht der Suchthilfe-Strategie des Kantons Bern diametral entgegen. Sie ist wenig differenziert, weil sie Kinder und Jugendliche in einen Topf wirft und davon ausgeht, dass alle Cannabis konsumieren, wenn sie Probleme haben. Eine Sucht ist immer eine unschöne Sache, unabhängig davon, welche Substanz konsumiert wird. Es ist richtig, dass man im Fall des Falles gezielt handelt. Es ist richtig, dass die Punkte, die Grossrätin Geissbühler aufgeführt hat, problematisch sind. Doch sie betreffen nicht den Grossteil der Jugendlichen, und schon gar nicht jenen der Kinder. Jugendliche und Kinder unter einen Generalverdacht zu stellen, ist Schwarzmalerei. Aus diesem Grund lehnen wir diese Motion einstimmig ab.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Ich bin als Arzt wieder einmal erstaunt, mit welchem Argumentarium man hier auffährt. Cannabiskonsum ist sicher nicht sehr gesund und bringt bestimmt Probleme mit sich, aber bleiben wir sachlich. Nicht jeder, der seine Lehrstelle verliert, raucht Cannabis. Dass die Suizidrate mit dem Cannabiskonsum zusammenhängen soll, ist keine seriöse Aussage. Es ist auch fraglich, ob man Gewaltdelikte mit Cannabis in Verbindung bringen kann. Beim Alkohol wäre ich einverstanden, dort ist der Zusammenhang klar. Diese Motion ist nicht notwendig, es gibt im Kanton Bern genügend Angebote zur Prävention. Die Motion gefährdet die gut implementierte kantonale Präventionsarbeit. Die Kampagne wäre nicht in eine Gesamtstrategie eingebettet, sie wäre teuer, wirkungslos und somit kontraproduktiv.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Grossrätin Geissbühler und ich haben in den letzten Jahren schon mehrmals die Klängen gekreuzt über der Frage, welche Drogen am gefährlichsten sind und von welchen eine geringere Gefahr ausgeht. Ich muss nicht alles wiederholen, was meine Vorgänger bereits gut erklärt haben. Doch ich möchte noch etwas anfügen. Die Art von Prävention, die Grossrätin Geissbühler vorschlägt, kann man bei gewissen Zielgruppen einsetzen. Wenn du, Sabina, diese Art von Aufklärung mit dem Mahnfinger willst, dann musst du zum Beispiel deine

Fraktion als Zielgruppe auswählen. Dann hast du eine Gruppe von gestandenen Frauen und Männern, die nicht mehr in der Experimentierphase sind, sondern mit beiden Beinen im Leben stehen und vielleicht aus Neugierde einmal etwas probieren wollen. Diese Zielgruppe spricht auf den Mahnfinger an. Das ist natürlich nur ein Beispiel, ich will damit nicht sagen, dass man bei der erwähnten Gruppe jetzt Cannabisprävention machen muss. Jugendliche hingegen funktionieren nach ganz anderen Prinzipien. Es geht ihnen zum Beispiel darum, was die Gleichaltrigen tun. Diese entscheiden, was angesagt ist. Dieser Problematik kann man mit der erwähnten Art von Prävention nicht begegnen. Man hat dies während der letzten Jahre deutlich gesehen. Solche Präventionskampagnen sind bei Jugendlichen nicht erfolgreich.

Martin Schlup, Schüpfer (UDC). Der Cannabiskonsum ist erwiesenermassen gesundheitsschädigend und hat verschiedene negative Folgen für unsere Gesellschaft. Diese Erkenntnis wird auch von unserem Volk geteilt, welches die Cannabis-Initiative abgelehnt hat. Die Probleme nehmen mit der Häufigkeit des Cannabiskonsums zu. Im Kanton Bern verlieren viele Leute die Lehrstelle und werden arbeitslos, oft infolge von Drogenkonsum. Dies zeigen auch Studien. Gewalttaten nehmen unter Drogeneinfluss stark zu. Ich habe dies sogar in meinem Umfeld erlebt. Befragungen von Jugendlichen zeigen, dass es sehr einfach ist, an Drogen heranzukommen. Daher muss die Politik sachlich aufklären und die Gefahren, die durch den Cannabiskonsum entstehen können, aufzeigen. Zudem soll sie den Zugang zu Drogen möglichst unterbinden. Der Regierungsrat, welcher diese Motion ablehnt, anerkennt die Wichtigkeit der Prävention gegen den Suchtmittelmissbrauch, ist aber der Meinung, dass gerade beim Drogenkonsum schon genug getan werde. Zudem würde dieser nur einen kleinen Teil der Bevölkerung betreffen. Die Problemlast von Alkohol und Tabak sei viel grösser. Aus unserer Sicht gelangt man bei Drogen jedoch viel rascher in eine grosse Abhängigkeit. Negative Auswirkungen können sehr rasch eintreffen und sind schwer zu korrigieren. Die Aussage des Regierungsrats lautet, dass die Prävention bei Alkohol und Tabak sehr viele Erfolge erziele, aber bei den Drogen kontraproduktiv sei. Aus unserer Sicht geht diese Argumentation logisch nicht auf. Es ist, wie wenn man sagte, dass Prävention bei Alkohol und Tabak nütze, aber bei den Drogen wie Schokoladewerbung wirke und den Konsum eher steigern würde. Die Mehrheit unserer Fraktion unterstützt diese Motion, und ein Teil will sie abschreiben, weil einige Dinge schon erreicht sind. Meinen Berufskollegen Grossrat Seiler bitte ich, mir noch zu erklären, was er mit «Schmiermittel der Zufuhr des Drogenkonsums» meint.

Le président. Der Regierungsrat beantragt die Ablehnung dieser Motion.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Permettez-moi de faire un peu de lecture: «La consommation problématique de cannabis est nettement moins répandue; elle l'est avant tout chez les 15 à 24 ans, constitués de sous-groupes très hétérogènes. Ces groupes sont difficilement atteignables au moyen des campagnes médiatiques. L'impact d'une campagne de grande diffusion sur un comportement à risque relativement peu répandu comparé à d'autres serait minime en raison de la perte de diffusion. Les nombreuses activités de l'école liées à la prévention des addictions permettent de déduire que les connaissances actuelles sur les risques liés à la consommation de cannabis chez les jeunes sont bonnes, d'autant plus que le sujet est très présent dans les médias». Voici une réponse que le Conseil fédéral vient de faire à une motion qui a été déposée au Conseil national, réponse qui date du 27 mai et je vois que la position du Conseil fédéral va exactement dans la même ligne que celle du Conseil-exécutif, raison pour laquelle je vous prie, comme le Conseil-exécutif, de rejeter la motion.

Le président. Wir kommen zur Abstimmung. Falls die Motion angenommen würde, würden wir noch über die beantragte Abschreibung befinden. Wer diese Richtlinienmotion annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 31

Non 98

Abstentions 6

Le président. Die Motion wurde abgelehnt.